

Les 16 et 17 décembre, les chefs d'État et de gouvernement réunis en Conseil européen discuteront de la révision du traité européen, alors que l'euro est toujours sous la menace de la spéculation. A cette occasion, quinze associations et syndicats allemands et français demandent à Nicolas Sarkozy et Angela Merkel de tout faire pour que l'Europe instaure unilatéralement une taxe sur les transactions financières en euros. Elle montrerait ainsi l'exemple en matière de lutte contre la spéculation financière et en faveur de financements innovants pour la lutte contre la pauvreté et le changement climatique.

Pour une taxe sur les transactions financières en euros Lettre ouverte à Angela Merkel et Nicolas Sarkozy

Madame la Chancelière,
Monsieur le Président de la République,

A l'occasion de ce Conseil européen, nous, responsables syndicaux et associatifs allemands et français, vous adressons cette lettre ouverte.

La crise financière qui menace de balayer l'euro impose des réorientations fondamentales. Les politiques d'austérité généralisée en Europe, loin de « rassurer les marchés financiers » comme vous le croyez, aggravent le chômage et la pauvreté et augmentent les risques de dépression. Elles amputent les investissements publics et privés indispensables pour créer des emplois et amorcer la transition écologique de nos économies. Elles empêchent l'Europe d'assumer ses responsabilités internationales dans la lutte contre la pauvreté dans le monde et le changement climatique.

L'une des causes de cette crise est la liberté d'action totale qui a été laissée aux opérateurs financiers pour spéculer contre les pays en difficulté et contre l'euro. Il est urgent de prendre des mesures énergiques pour sortir de cette impasse. Parmi les mesures de régulation indispensables, une taxe européenne sur les transactions financières – à commencer par les transactions en euros – permettrait à la fois de dissuader les opérations les plus spéculatives et de recueillir des sommes très importantes pour les urgences sociales et écologiques internationales.

Madame, Monsieur, vous vous êtes à plusieurs reprises prononcés pour une telle taxe. Sous la pression de la crise et des opinions publiques, aucun gouvernement de la zone euro n'osera s'y opposer frontalement. Après plusieurs rapports d'experts, dont celui du Groupe pilote pour les financements innovants soutenu par la France et l'Allemagne, sa viabilité technique au niveau de la zone euro ne fait plus débat. Nous vous demandons maintenant de décider avec vos partenaires la mise en place sans délais de cette taxe dans la zone euro. L'attentisme n'est plus une option.

Signataires

Jörg Alt (Jesuitenmission), Hugo Braun (Attac Allemagne), Annick Coupé (Union Syndicale Solidaires), Thomas Coutrot (Attac France), Eric Englert (Missio), Sébastien Fourmy (Oxfam France), Burkhard Gnärig (Berlin Civil Society Center), Bernadette Groison (Fédération Syndicale Unitaire), Wolfgang Jamann (Welthungerhilfe), Gildas Jossec (Aitec), Jörn Kalinski (Oxfam Deutschland), Philippe Lévêque (CARE France), Michael Müller (Naturfreunde Deutschlands), Ulrich Thöne (GEW - Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft), Peter Wahl (WEED)